

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-38 du 14 novembre 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. La Maison-Blanche annonce la conclusion d'accords commerciaux avec l'Argentine, le Salvador, l'Équateur et le Guatemala

Climat – énergie – environnement

Brèves

Transport et infrastructure

2. La FAA maintien une réduction des vols malgré la fin du shutdown budgétaire

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

3. La fin du *shutdown* est saluée par les milieux agricoles car elle stabilise les financements jusqu'à fin 2026

Numérique et innovation

Brèves

Santé

4. 18. CMS annonce le lancement d'un nouveau modèle de paiement fondé sur les « prix MFN » pour les patients couverts par Medicaid

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Maison-Blanche annonce la conclusion d'accords commerciaux avec l'Argentine, le Salvador, l'Equateur et le Guatemala

Le 13 novembre, la Maison-Blanche a annoncé la conclusion d'accords commerciaux avec l'[Argentine](#), le [Salvador](#), l'[Equateur](#) et le [Guatemala](#). Ces accords contiennent des volets sur les barrières tarifaires, et non tarifaires, la facilitation du commerce, la propriété intellectuelle, le travail, l'environnement, les services, le commerce numérique et la coordination en termes de sécurité économique. S'agissant de l'accord conclu avec l'Argentine, la déclaration conjointe prévoit notamment :

[Accès au marché]

- La déclaration conjointe indique que les « pays ouvriront leurs marchés réciproquement sur des produits clés ». L'Argentine accordera notamment un accès préférentiel pour les exportations de médicaments, produits chimiques, machines, technologies de l'information, dispositifs médicaux, et véhicules à moteur. Les États-Unis supprimeront les droits « réciproques » sur certaines ressources naturelles indisponibles et articles non brevetés destinés à des applications pharmaceutiques.
- Sur le plan agricole, les deux pays s'engagent à améliorer réciproquement les conditions d'accès au marché pour le commerce de la viande bovine. L'Argentine aurait notamment (i) ouvert son marché au bétail vivant américain et (ii) s'engage à autoriser l'accès au marché pour la volaille américaine dans un délai d'un an, et s'engage à (iii) simplifier les processus d'enregistrement des produits agricoles (bœuf et produits dérivés, produits porcins américains).

[Barrières non-tarifaires]

- L'Argentine s'engage, entre autres, à une reconnaissance automatique des normes de conformité américaines, des certifications de la Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis, etc.

[Entreprises publiques]

- L'Argentine s'engage à prendre en compte et réduire les actions potentiellement distorsives des entreprises publiques et les subventions industrielles impactant la relation commerciale bilatérale.

[Sécurité économique]

- La déclaration conjointe mentionne une coopération renforcée pour lutter contre les politiques et pratiques non marchandes de pays tiers. Les deux pays se sont également engagés à identifier des outils pour aligner leurs approches en matière de contrôles à l'exportation, de sécurité des investissements, d'évasion douanière.

[Commerce numérique] :

- L'Argentine s'engage à ne pas imposer de taxe sur les services numériques (TSN) discriminant les Etats-Unis.
- L'Argentine s'engage à reconnaître les Etats-Unis comme une juridiction adéquate pour le transfert transfrontalier de données, y compris les données personnelles.

Brèves

- Le 06 novembre, sur Truth, D. Trump a [annoncé](#) la conclusion d'un accord économique et commercial avec l'Ouzbékistan. Selon ses termes, « au cours des trois prochaines années, l'Ouzbékistan achètera et investira près de 35 Mds\$, et, au cours des dix prochaines années, plus de 100 Mds\$, dans des secteurs clés américains, notamment les minéraux critiques, l'aviation, les pièces automobiles, les infrastructures, l'agriculture, l'énergie et la chimie, les technologies de l'information ».
- Le 10 novembre, le département du Commerce a publié la [règle finale](#) mettant en œuvre la suspension pendant un an de la nouvelle règle de contrôle-export dite « des affiliées », conformément aux engagements pris la partie américaine le 29 octobre lors de la rencontre avec la délégation chinoise.
- Le 9 novembre, le bureau du représentant américain au Commerce (USTR) a également publié la [notice](#) mettant en œuvre la suspension pendant un an des mesures prises au titre de la section 301 dans le secteur de l'industrie navale et du fret maritime.
- Le 6 novembre, le Secrétaire d'Etat a renouvelé la [dérogation](#) de 180 jours au Caesar Act (législation de 2019 imposant des sanctions sur les autorités syriennes).
- Le 12 novembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) onze individus et vingt-et-une entités pour leur participation à plusieurs réseaux d'approvisionnement soutenant la production de missiles balistiques et de drones en Iran.
- Le 12 novembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) le groupe armé Democratic Karen Benevolent Army (DKBA) et

quatre de ses dirigeants pour leur soutien à des centres d'arnaques cybercriminelles en Birmanie visant les citoyens américains par le biais de fraude à l'investissement. Ont également été sanctionnés un individu et trois entités affiliées.

- Le 13 novembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) sept individus et vingt entités pour leur implication dans le blanchiment d'argent pour le compte de cartel et d'autres activités criminelles. L'action a été menée en collaboration avec le gouvernement du Mexique.
- Le 13 novembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) quatre entités européennes pour leur implication dans des actes de terrorisme.

Climat – énergie – environnement

Brèves

- Le Département de l'Intérieur (DoI), via l'U.S. Geological Survey (USGS), a [publié](#) le 7 novembre la liste 2025 finale des minéraux critiques. Cette liste recense 60 métaux et matériaux essentiels à l'économie et à la sécurité nationale des États-Unis, et exposés à des risques liés aux perturbations des chaînes d'approvisionnement. L'USGS a élaboré cette version en utilisant des méthodes actualisées pour évaluer l'impact de ces perturbations sur l'économie et la sécurité du pays. La liste inclut 10 nouveaux minéraux — bore, cuivre, plomb, charbon métallurgique, phosphate, potasse, rhénium, silicium, argent et uranium — sur la base de nouvelles données, de retours du public et de recommandations interministérielles. Il s'agit de la troisième édition depuis le décret présidentiel de 2017 visant à renforcer la sécurité minérale. Le DoI souligne l'importance des terres rares, dont 80 % ont été importées en 2024, et rappelle que l'administration Trump a pris des mesures pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement, notamment par des investissements nationaux et des partenariats avec l'Australie, le Japon, la Malaisie et la Thaïlande.
- L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [publié](#) le 10 novembre une proposition visant à modifier la règle de déclaration des PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) issue du *Toxic Substances Control Act*, adoptée en 2023 sous l'administration Biden. Jugée trop lourde et coûteuse par l'EPA, cette règle oblige fabricants et importateurs de PFAS

entre 2011 et 2022 à transmettre de nombreuses données sur leurs usages et impacts. L'EPA indique vouloir simplifier et cibler les obligations, tout en conservant les informations essentielles. Les exemptions porteraient notamment sur les PFAS présents à moins de 0,1 %, les articles importés, certains sous-produits, impuretés et produits de R&D. L'EPA précise que cette révision s'inscrit dans l'initiative de l'administrateur Lee Zeldin visant à réduire la charge réglementaire et à rendre les exigences plus prévisibles pour l'industrie (*Powering the Great American Comeback*). Une consultation publique de 45 jours sera ouverte dès la publication au registre fédéral.

- Le Département de l'Energie (DoE) a [annoncé](#) le 12 novembre avoir attribué des contrats pour l'achat d'environ un million de barils de pétrole brut destinés à la Réserve stratégique de pétrole (SPR). Les livraisons sont prévues entre décembre 2025 et janvier 2026 sur le site de Bryan Mound (Texas), à la suite d'un appel d'offres lancé le 21 octobre 2025. Le DoE a indiqué avoir reçu 18 offres de six entreprises et a retenu les propositions les plus compétitives répondant aux critères techniques.
- L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) le 12 novembre avoir approuvé la demande du Texas pour gérer directement les autorisations des puits d'injection souterraine de classe VI au titre du *Safe Drinking Water Act*, utilisés pour le stockage géologique du CO₂. Cette décision confère au Texas la primauté sur ce programme, jusque-là géré au niveau fédéral, et fait de l'État le sixième à obtenir ce statut. Selon l'EPA et les responsables politiques texans, cette mesure permettra d'accélérer les procédures, de réduire la bureaucratie et de stimuler les investissements dans les technologies de capture du carbone. L'EPA indique que cette décision s'inscrit dans la stratégie de l'administration Trump visant à renforcer la domination énergétique américaine et à promouvoir le fédéralisme coopératif (cooperative federalism), tout en protégeant les ressources en eau potable.

Transport et infrastructure

2. La FAA maintien une réduction des vols malgré la fin du shutdown budgétaire

Le secrétaire américain aux Transports, Sean P. Duffy, et l'administrateur de l'Administration fédérale de l'aviation (FAA),

Bryan Bedford, avaient [présenté](#) le 6 novembre des mesures de contingence décidées par la FAA pour maintenir le niveau de sécurité dans l'espace de contrôle aérien américain dans le contexte du shutdown budgétaire. La mesure principale consistant en une réduction temporaire de 10 % des vols dans 40 aéroports à fort trafic à travers le pays, selon un processus progressif : une réduction de 4 % des opérations à compter du 7 novembre, pour passer à 6 % le 11 novembre, 8 % le 13 novembre et 10 % le 14 novembre.

Face à l'absentéisme des contrôleurs, S. Duffy les avait parallèlement [invité](#), dans un post X du 11 novembre, à reprendre le travail en rappelant qu'ils recevraient 70 % de leur salaire dans les 48 heures suivant la réouverture du gouvernement. Dans un post X du 10 novembre, il [reprenait](#) un message du Président Trump appelant les contrôleurs à revenir immédiatement au travail, en soulignant le patriotisme des contrôleurs présents.

Avec l'annonce de la fin du shutdown budgétaire, S. Duffy et la FAA ont [publié](#) le 12 novembre une mise à jour des mesures de contingence en gelant notamment à 6% le niveau de réduction des vols. Le communiqué précise que « cette restriction de 6 % restera en vigueur le temps que la FAA évalue si le système peut progressivement revenir à un fonctionnement normal ».

Les mesures additionnelles suivantes restent en vigueur :

- Restriction de certaines opérations d'aviation générale dans 12 aéroports.
- Interdiction de certaines approches selon les règles de vol à vue (VFR) dans les installations où le personnel est en sous-effectif
- Les lancements et les rentrées dans l'atmosphère d'engins spatiaux commerciaux ne seront autorisés qu'entre 22 h et 6 h, heure locale.
- Interdiction des opérations de parachutisme et des missions photographiques à proximité des installations en proie à des sous-effectifs de personnels

Industrie

Brèves

- Le patron de Ford Motor Company, Jim Farley [alerte sur les enjeux de recrutement](#) de main d'œuvre qualifiée aux Etats-Unis: la société a 5 000 postes de mécaniciens spécialisés non pourvus aux US, même en proposant des salaires de l'ordre de 120 000 \$ par an. Il parle d'une « crise de main-d'œuvre » qui

pourrait affecter tout le secteur manufacturier, alors que certains postes spécialisés nécessitent selon lui au moins 5 ans de formation.

Distribution et divertissement

Brèves

- Verizon Communications [prévoit](#) de supprimer **environ 15 000 emplois** (soit environ 15 % de son effectif américain) dans le cadre d'une restructuration menée par Dan Schulman, son nouveau CEO. Le motif invoqué est l'affaiblissement de la croissance de ses abonnés et la forte concurrence d'autres opérateurs (T Mobile, A&T) entraînant un besoin de rationalisation des coûts et de transformation d'environ 180 magasins détenus par l'entreprises en franchises.
- Les salariés syndiqués de Starbucks [ont entamé une grève](#) jeudi 13 novembre 2025, journée promotionnelle du « Red Cup Day », qui s'étend dans 65 points de vente aux États-Unis. Ce mouvement a été lancé par le syndicat Starbucks Workers United en réponse à des négociations de contrat collectif jugées décevantes. Ils réclament une hausse des salaires, davantage d'heures garanties et la résolution de pratiques de travail jugées déloyales (notamment le licenciement pour activité syndicale). La chaîne affirme que la majorité de ses magasins resteront ouverts.
- Le groupe Disney [a prévenu](#) qu'il s'attend à un conflit prolongé avec YouTube TV concernant le montant des droits de distribution de ses chaînes télé sur la plateforme. Le contrat entre les deux entreprises ayant expiré le 30 octobre 2025, les chaînes de Disney ont été retirées de YouTube TV, qui compte environ 10 millions d'abonnés aux États-Unis. [Morgan Stanley](#) estime le coût de ce conflit pour Disney à environ 4,3 millions \$ par jour, soit environ 30 millions \$ par semaine, tant que la coupure dure.

Agriculture et industrie agroalimentaire

3. La fin du *shutdown* est saluée par les milieux agricoles car elle stabilise les financements jusqu'à fin 2026

En [adoptant](#) par 220 voix contre 209, le 12 novembre, la *Continuing Resolution* ([CR](#)) proposée par le Sénat, la Chambre des Représentants met fin à la plus longue fermeture du gouvernement de l'histoire des États-Unis (42 jours). Par le vote de cette loi, trois projets de loi budgétaire pour l'exercice 2026, dont le projet de loi visant le ministère de l'Agriculture et la Food and Drug Administration, ont été adoptés. Enfin, cette loi prévoit également deux mesures majeures pour les agriculteurs : la prorogation d'un an, jusqu'au 30 septembre 2026, du [Farm Bill 2018](#) et la reconstitution des fonds à la disposition de la *Commodity Credit Corporation* ([CCC](#)), soit un potentiel de 30 Md\$ de crédits.

S'agissant des crédits agricoles, l'impact principal de l'adoption de cette loi sera la reprise immédiate du financement de l'intégralité des prestations du programme d'assistance nutritionnelle supplémentaire (SNAP) pour 42 millions d'Américains et le financement du programme spécial d'assistance nutritionnelle supplémentaire pour les femmes, les nourrissons et les enfants (WIC). Tout en se félicitant de cette reprise des financements, les groupes qui promeuvent la sécurité alimentaire pour les personnes les plus vulnérables continuent à critiquer les mesures prises à l'été, dans le cadre de l'[OBBBA](#), et qui durcissent notamment les critères d'éligibilité à ces programmes.

La satisfaction des milieux agricoles est beaucoup plus franche et notamment de la part du président de l'American Farm Bureau Federation, Zippy Duvall, qui a déclaré : « Le Farm Bureau applaudit la Chambre pour son vote visant à mettre fin à la fermeture du gouvernement, peu de temps après le vote du Sénat. Les agriculteurs et les éleveurs comptent sur les services essentiels de l'USDA et les programmes de secours en cas de catastrophe en ces temps économiques difficiles, tout comme les Américains qui ont besoin d'accéder à des programmes d'aide alimentaire et à d'autres services ».

En effet, l'adoption de la loi budgétaire agricole 2026 (dépenses discrétionnaires), la prorogation d'un an du Farm Bill (dépenses obligatoires) et la reconstitution des fonds du CCC permettent aux agriculteurs d'envisager avec une certaine sérénité les douze prochains mois. Le filet de sécurité agricole est désormais

opérationnel (paiements contracycliques et fonds assurantiels) et un plan de sauvetage doté de 12 à 13 Md\$ pour les agriculteurs les plus touchés par la baisse de leurs marges (prix bas des matières premières et coûts de production élevés) et des exportations vers la Chine pourrait être annoncé rapidement.

Brèves

- Face à l'écart entre les prix payés aux éleveurs et ceux payés par les consommateurs, le président Trump a ordonné au Department of Justice (DOJ) de lancer une enquête sur les grandes entreprises de conditionnement de viande pour collusion et manipulation des prix. La procureure générale, Pamela Bondi, a confirmé que la division antitrust du DOJ, en partenariat avec le United States Department of Agriculture (USDA), avait déjà commencé les investigations. Cette action vise notamment JBS (Brésil), Cargill, Tyson Foods et National Beef qui contrôlent environ 85% du marché américain.
- Dans une interview à Fox News le 11 novembre, Donald Trump a déclaré qu'il prévoyait de réduire les droits de douane sur le café afin de faire baisser les prix. Le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, et le directeur du Conseil économique national, Kevin Hassett, ont confirmé cette orientation en précisant que l'administration annoncerait très prochainement des réductions de droits de douane sur des produits agricoles ne pouvant pas être produits, ou très insuffisamment, aux États-Unis. Les réductions viseraient notamment le café, le cacao, le sucre ainsi que des fruits tropicaux.

Numérique et innovation

Brèves

- Le 7 novembre, Meta a [annoncé](#) son intention d'investir plus de 600 milliards de dollars aux États-Unis d'ici 2028 afin de soutenir le développement de « technologies d'IA, d'infrastructures, et l'accroissement de sa masse salariale ». Selon l'entreprise, une part substantielle de cet investissement serait consacrée à la construction de centres de données spécialisés dans l'IA. Meta présente cette initiative comme s'inscrivant dans son ambition déclarée de fournir une « superintelligence personnelle pour tout le monde ». Les modalités détaillées (répartition annuelle, calendrier) n'ont pas été précisées.

- Le 7 novembre, Amazon a [annoncé](#) le lancement de Amazon Bazaar, une nouvelle application destinée à être déployée dans quatorze pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, et conçue pour proposer des produits à bas prix, dont la majorité devrait être vendue à moins de 10 dollars, selon l'entreprise.
- Le 12 novembre, la start-up d'IA Anthropic a [annoncé](#) un projet d'investissement de 50 milliards de dollars destiné à la construction de centres de données aux États-Unis, en partenariat avec Fluidstack, une entreprise spécialisée dans l'infrastructure cloud dédiée à l'IA. Selon Anthropic, ces centres seraient destinés à son usage propre et ont été conçus spécifiquement pour répondre à ses besoins.
- Le 13 novembre, la start-up Cursor, qui développe un outil d'IA destiné à aider les développeurs à générer, modifier et relire du code, a [annoncé](#) avoir levé 2,3 milliards de dollars dans le cadre d'un tour de table de série D, portant sa valorisation à 29,3 milliards de dollars. La levée de fonds associe les investisseurs déjà engagés lors des tours précédents (dont Accel, Thrive, Andreessen Horowitz et DST), ainsi que de nouveaux investisseurs tels que Coatue, NVIDIA et Google. Fondée en 2022, Cursor compte plus de 300 employés et génère plus de 1 milliard de dollars de revenus annualisés.

Santé

4. CMS annonce le lancement d'un nouveau modèle de paiement fondé sur les « prix MFN » pour les patients couverts par Medicaid

Les Centres pour les services Medicare et Medicaid (CMS) ont [annoncé](#) le 6 novembre le lancement d'un nouveau modèle de paiement pilote, destiné à réduire les dépenses en médicaments de Medicaid en adossant les prix négociés au niveau des États fédérés via ce programme à ceux pratiqués dans une sélection de pays développés tiers, selon le principe du « prix de la nation la plus favorisée » ou « prix MFN ». Baptisé GENEROUS, ce système serait fondé sur le volontariat, les entreprises pharmaceutiques et États fédérés intéressés d'y participer étant appelés à se manifester auprès de CMS. Les laboratoires pharmaceutiques sélectionnés au terme de cet appel à volontaires entreraient dans des négociations avec CMS afin de fixer les prix des médicaments ambulatoires pour les patients

couverts par Medicaid dans les Etats fédérés participants. Le lancement de ce modèle pilote est prévu en janvier 2026 pour une durée initiale de cinq ans. Selon les analystes du secteur, des interrogations [subsistent](#) sur l'ampleur des économies qui pourraient être réellement permises par ce nouveau modèle de paiement, CMS ayant historiquement échoué à réduire ses dépenses (qui dépassaient les 100 Md \$ en 2024) via des modèles de paiement de ce type.

Brèves

- Le 10 novembre, la Food and Drug Administration (FDA) a [annoncé](#) la suppression des étiquetages de vigilance qui étaient apposés depuis plus de vingt ans sur les traitements hormonaux de la ménopause, estimant que les mises en garde qu'ils contenaient sur les risques cardiovasculaires, de cancer du sein et de démence freinaient indûment l'accès aux soins. L'agence a dit s'appuyer sur une revue de données récente et des consultations d'experts.
- Le 13 novembre, le géant pharmaceutique américain Pfizer a [annoncé](#) avoir finalisé avec succès l'acquisition de l'entreprise de biotechnologies Metsera, spécialisée dans le développement de traitements contre l'obésité, pour un montant de base d'environ 7 Md \$, auquel pourraient s'ajouter jusqu'à environ 3 Md \$ de paiements additionnels conditionnés à des étapes cliniques et réglementaires. La valeur totale de la transaction, autour de 10 Md\$, représente une augmentation significative par rapport aux 7,3 Md\$ prévus par l'accord de rachat initial de Metsera par Pfizer, conclu en septembre dernier, Pfizer ayant dû réévaluer son offre suite à celle introduite par son concurrent danois Novo Nordisk le mois dernier [voir [Brèves sectorielles du 31 octobre 2025](#)].

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)